

PLUS TARD SERA TROP TARD !

Comment l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux extrêmes malgré les alertes

SOUS EMBARGO JUSQU'AU MARDI 13 OCTOBRE 2020, 00 H 01 GMT

En 2017, l'insécurité alimentaire était au cœur d'une crise humanitaire, avec quatre pays au bord de la famine et 30 millions de personnes tributaires de l'aide alimentaire pour survivre. L'indignation internationale a fini par déclencher, bien que tardivement, une réaction vigoureuse qui a empêché ces quatre pays de sombrer dans une famine totale.

En 2020, c'est la pandémie de COVID-19 qui provoque la crise mondiale que nous connaissons, entraînant dans son sillage une insécurité alimentaire encore plus aiguë. Les économies des États s'effondrent et des millions de personnes n'ont plus les moyens d'acheter à manger. Alors même que l'on dénombre plus de personnes en situation d'insécurité alimentaire extrême à l'heure d'actuelle qu'en 2017, aucune réaction à la hauteur ne se profile.

ALERTE PRÉCOCE VS INTERVENTION RAPIDE

En juillet 2020, Oxfam tirait la sonnette d'alarme sur la façon dont la pandémie de COVID-19 « attise les braises d'une crise alimentaire déjà grandissante »¹. Trois mois plus tard, aucune des actions politiques et financières nécessaires pour faire face à la situation et empêcher une nouvelle tragédie ne se profile.

En mai 2017, 30 millions de personnes étaient confrontées à une situation de famine et d'insécurité alimentaire extrême dans le nord-est du Nigéria, au Soudan du Sud, en Somalie et au Yémen, les bailleurs étant incapables de fournir de manière opportune les ressources suffisantes pour répondre aux appels humanitaires des Nations Unies. Winnie Byanyima, alors directrice générale d'Oxfam, déclarait ainsi devant les dirigeants des pays du G7 que « l'échec politique a conduit à ces crises ; la volonté politique est nécessaire pour les résoudre... [...] Les responsables politiques les plus puissants du monde doivent à présent agir pour éviter qu'une catastrophe n'éclate sous leurs yeux »².

Les voyants sont au rouge depuis 2016. Lorsque les Nations Unies ont déclaré l'état de famine au Soudan du Sud en février 2017³, l'imminence de la crise ne faisait plus aucun doute. La communauté internationale avait été critiquée⁴ pour avoir réagi trop lentement à l'épisode de famine qui avait frappé la Somalie en 2011⁵, causant la mort de 260 000 personnes. Lorsque la menace d'une famine a été identifiée au Soudan du Sud,



OXFAM

dans le nord-est du Nigéria, en Somalie et au Yémen, la communauté internationale a diffusé des alertes en masse qui ont permis d'éviter une catastrophe encore plus grande. En 2017, elle a débloqué 4,6 milliards de dollars d'aide humanitaire dans ces quatre pays. Si ce financement a permis de fortement atténuer la catastrophe, il ne couvrait que 71 % des appels humanitaires des Nations Unies pour les quatre pays⁶.

La faim et le spectre de la famine planent encore aujourd'hui dans certains de ces pays⁷, ainsi que dans d'autres comme la République démocratique du Congo (RDC), également frappée par le virus Ebola, ainsi que l'Afghanistan et le Burkina Faso, où l'insécurité alimentaire est aiguë. Cette crise résulte de divers facteurs : la pandémie de COVID-19, des conflits violents, le fléchissement économique (souvent associé aux deux facteurs précédents) et les catastrophes naturelles. Cette conjoncture complique l'accès à l'aide pour les personnes affectées ou l'accès aux populations dans le besoin pour les organisations humanitaires⁸.

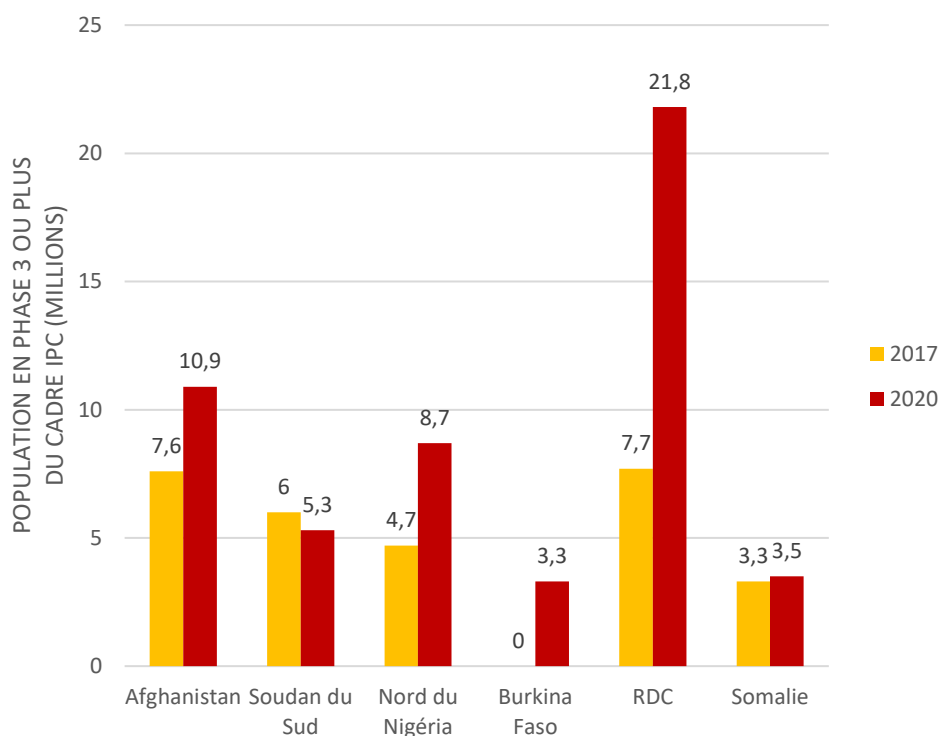
Mais aujourd'hui, malgré tous les voyants au rouge⁹, la réponse apportée n'est pas à la hauteur du défi à relever. Malgré les déclarations de M. Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, avertissant de la menace de famine dans quatre pays¹⁰, aucune réaction adéquate n'a été déployée. Nous ne pouvons pas attendre qu'il soit trop tard ou que nos enfants soient meurtris par la faim avant d'agir. Pour sauver des vies, il faut intervenir sans attendre.

Dans ces pays, 55,5 millions de personnes sont confrontées à une crise alimentaire ou à une urgence alimentaire (phases 3 à 5 du cadre IPC ; voir l'Annexe pour plus de détails sur ces classifications), avec une famine avérée (phase 5 du cadre IPC) pour 40 000 personnes au Soudan du Sud et pour 11 300 personnes au Burkina Faso¹¹ (voir la Figure 1 et la note méthodologique ci-dessous).

Au Yémen, deux millions de personnes vivant dans le sud du pays se trouvent au minimum en phase 3 (crise) du cadre IPC. Aucune donnée actuelle n'est disponible pour le nord du pays. En juin 2020, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies estimait que 20,1 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire au Yémen¹².

Figure 1. Population en situation d'insécurité alimentaire 2017 vs 2020

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE 2017 VS 2020



Sources : Graphique Oxfam inspiré de <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/population-tracking-tool/en/>, consulté les 23 et 29 septembre 2020 ; <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/face-un-risque-sans-précédent-de-famine-dans-le-monde-le-g7-doit-débloquer-des> (chiffres de 2017 pour le Nigéria et le Yémen) ; https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GlobalNetwork_Technical_Note_Covid19_Food_Crisis_Sept_2020.pdf (Burkina Faso, nord du Nigéria et Somalie, 2020) ; <https://www.acaps.org/country/burkina-faso/crisis/conflict> (Burkina Faso, 2020) ; https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/BF_OL_2017_Fev-Sept%20version%20finale_0.pdf (Burkina Faso, 2017).

Note méthodologique

Lorsque nous évoquons les personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans les sept pays mis en lumière dans cette note, nous faisons référence à la population classée en phase 3 (ou plus) de l'échelle d'insécurité alimentaire aiguë d'après le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) (voir l'Annexe pour plus d'informations sur cette échelle). L'IPC est un partenariat d'ONG internationales (dont Oxfam), d'agences des Nations Unies et d'organismes intergouvernementaux.

- Concernant les personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, nous utilisons les valeurs maximales de 2020 après le début de la pandémie de coronavirus comme indiqué sur le site Web de l'IPC¹³, ainsi que la prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë. Nous avons complété ces chiffres à l'aide de données issues du Réseau mondial contre les crises alimentaires, un partenariat¹⁴ établi par l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Notre analyse du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2017 s'appuyait également sur les données de l'IPC¹⁵.
- Il est important de préciser que les études de l'IPC s'appuient sur les ménages comme unité d'analyse, sans ventilation des données par sexe. Quoi qu'il en soit,

nous savons que les crises entraînent souvent un effondrement économique et alourdissent le fardeau pesant sur les femmes et les enfants, notamment le travail de soin non rémunéré à domicile. En général, les femmes possèdent moins d'actifs et ont des revenus inférieurs à ceux des hommes. Lorsque les crises restreignent les opportunités économiques, les femmes se retrouvent dans une position extrêmement vulnérable et sont nettement plus exposées à l'insécurité alimentaire¹⁶.

- Concernant les déficits de financement (voir la prochaine section et le Tableau 1) dans la réponse aux appels humanitaires des Nations Unies, nous avons utilisé les données du Service de suivi financier (FTS, Financial Tracking Service) de l'OCHA¹⁷. Il s'agit de la source de données la plus complète sur les financements humanitaires, qui est mise à jour quotidiennement. Nous nous référons aux données disponibles au 30 septembre 2020.

DÉFICIT DE FINANCEMENT

Ici encore, l'incapacité des pays riches à débloquer les ressources nécessaires a abouti à une réponse scandaleusement insuffisante aux appels humanitaires des Nations Unies. Fin septembre 2020, les bailleurs avaient versé seulement 28 % (2,85 milliards de dollars) des 10,19 milliards de dollars appelés dans le cadre de la Riposte globale du Système des Nations Unies face à la COVID-19. Si l'on ventile ce pourcentage par secteur, cela ne représente plus que 10,6 % (254,4 millions de dollars versés sur les 2,4 milliards demandés) pour la sécurité alimentaire et à peine 3,2 % (7,9 millions de dollars versés sur les 247,8 millions demandés) pour la nutrition¹⁸. Les appels pour lutter contre les violences fondées sur le genre (58 %, soit 29,3 millions de dollars versés sur les 50,6 millions demandés), en faveur de la protection (27 %, soit 90,8 millions de dollars versés sur les 336,7 millions demandés), de la santé (26,6 %, soit 637,7 millions de dollars versés sur les 2,4 milliards demandés) et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (17,2 %, soit 144 millions de dollars versés sur les 837,5 millions demandés) obtiennent de meilleurs résultats, mais les déficits de financement sont également criants dans ces secteurs.

Le Tableau 1, qui concerne les pays accusant des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, notamment les pays risquant de voir leur situation s'aggraver pour basculer dans la famine, indique que les bailleurs ont versé **en moyenne moins d'un tiers** (32,1 %) des ressources requises pour lutter contre le coronavirus, et 40 % de l'aide humanitaire requise non liée à la pandémie. Hormis en Afghanistan, les bailleurs n'ont même pas versé 40 % du financement appelé pour assurer la sécurité alimentaire en lien avec la pandémie. Ce pourcentage dégringole sous les 6 % en RDC et en Somalie (le Yémen n'a pas fait l'objet d'un appel en lien avec la pandémie pour assurer la sécurité alimentaire). Il est également inférieur à 50 % pour l'aide attribuée à la sécurité alimentaire sans lien avec la pandémie, sauf en Somalie. **La réponse des bailleurs aux appels d'aide nutritionnelle en lien avec la pandémie de COVID-19 est nulle pour 5 pays sur 7**, et inférieure à 10 % pour l'Afghanistan et le Soudan du Sud. Soulignons également les faibles taux de réponse aux appels en faveur d'une aide sanitaire en lien avec la pandémie (moins de 45 % pour les sept pays). Même si le financement pour le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WaSH) atteint environ la moitié du montant demandé en lien avec la pandémie au Nigéria, les niveaux de financement restent très bas dans tous les autres domaines pour l'aide liée et non liée à la pandémie de COVID-19.

Entre janvier et septembre 2020, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë a presque triplé au Burkina Faso, passant de 1,2 à 3,3 millions de personnes. Au cours de la même période, les exigences de financement de la réponse

humanitaire ont augmenté de 44 %, passant de 295 millions de dollars à 424,4 millions de dollars¹⁹. Le pays est sujet à une insécurité aiguë, il est frappé par de graves inondations et affiche un nombre considérable de personnes atteintes de la COVID-19²⁰.

La réponse aux crises alimentaires récurrentes est extrêmement coûteuse et requiert des niveaux de financement importants année après année, d'autant que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique et aiguë augmente constamment. Des investissements dans les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires locaux sont indispensables et soutiendront la résilience et des solutions plus durables, surtout s'ils sont combinés avec des filets de sécurité sociale qui contribuent à atténuer les effets des chocs. Plus généralement, il est indispensable que les bailleurs répondent conformément à une approche intégrée (« nexus »), en reconnaissant qu'il n'existe aucune solution humanitaire à des crises socio-politiques complexes, et à condition de fusionner les programmes d'aide d'urgence à court terme avec des processus de transformation sociale à plus long terme en matière de développement. Cette approche devrait conduire à la mise en place de systèmes locaux et nationaux plus résilients, durables et performants, qui permettent non seulement de survivre, mais aussi de prospérer.

Tableau 1. Déficiences de financement de l'aide humanitaire²¹

Pays	% de l'appel humanitaire des Nations Unies financé (total)	% de l'appel pour la sécurité alimentaire financé	% de l'appel pour la nutrition financé	% de l'appel pour la santé financé	% de l'appel pour le secteur WaSH financé
Afghanistan	Non-COVID-19 : 33,2 % (244 millions USD sur 735,4 millions USD)	Non-COVID-19 : 20,4 % (63,2 millions USD sur 309,6 millions USD)	Non-COVID-19 : 28,8 % (20,9 millions USD)	Non-COVID-19 : 14 % (8,9 millions USD)	Non-COVID-19 : 11,4 % (9,7 millions USD)
	COVID-19 : 31,8 % (125,8 millions USD sur 395,7 millions USD)	COVID-19 : 60,9 % (37 millions USD sur 60,7 millions USD)	COVID-19 : 9,3 % (3,9 millions USD)	COVID-19 : 13,4 % (14,5 millions USD)	COVID-19 : 13,3 % (9 millions USD)
Somalie	Non-COVID-19 : 65,8 % (516 millions USD sur 784,3 millions USD)	Non-COVID-19 : 73,9 % (208 millions USD sur 281,3 millions USD)	Non-COVID-19 : 45,1 % (63,2 millions USD sur 140,1 millions USD)	Non-COVID-19 : 23,2 % (12,9 millions USD sur 55,7 millions USD)	Non-COVID-19 : 34,1 % (26,9 millions USD sur 78,9 millions USD)
	COVID-19 : 30,2 % (68,1 millions USD sur 225,6 millions USD)	COVID-19 : 5,4 % (3,5 millions USD sur 64,1 millions USD)	COVID-19 : 0 % (sur 1,8 million USD)	COVID-19 : 37,7 % (18 millions USD sur 47,6 millions USD)	COVID-19 : 2,1 % (0,7 million USD sur 32,3 millions USD)
Burkina Faso	Non-COVID-19 : 35,5 % (113,1 millions USD sur 318,4 millions USD)	Non-COVID-19 : 36 % (45 millions USD sur 125,1 millions USD)	Non-COVID-19 : 23,2 % (6,1 millions USD sur 26,1 millions USD)	Non-COVID-19 : 27,9 % (6,6 millions USD sur 23,6 millions USD)	Non-COVID-19 : 12,6 % (5,4 millions USD sur 42,7 millions USD)

	COVID-19 : 43,4 % (45,9 millions USD sur 105,9 millions USD)	COVID-19 : 30,7 % (16,2 millions USD sur 52,8 millions USD)	COVID-19 : 0 % (sur 2 millions USD)	COVID-19 : 43,2 % (7,4 millions USD sur 17,1 millions USD)	COVID-19 : 3,9 % (0,7 million USD sur 17,8 millions USD)
RDC	Non-COVID-19 : 21,1 % (379,4 millions USD sur 1,79 milliard USD)	Non-COVID-19 : 17,2 % (137,8 millions USD sur 802,4 millions USD)	Non-COVID-19 : 18,8 % (37,8 millions USD sur 200,8 millions USD)	Non-COVID-19 : 3,4 % (5,8 millions USD sur 169,6 millions USD)	Non-COVID-19 : 4 % (6,9 millions USD sur 174,6 millions USD)
	COVID-19 : 32,6 % (89,4 millions USD sur 274,5 millions USD)	COVID-19 : 5 % (4,3 millions USD sur 85,6 millions USD)	COVID-19 : 0 % (sur 17,4 millions USD)	COVID-19 : 33,6 % (21 millions USD sur 62,5 millions USD)	COVID-19 : 20,3 % (5,5 millions USD sur 27 millions USD)
Nord du Nigéria	Non-COVID-19 : 43,4 % (363,3 millions USD sur 838 millions USD)	Non-COVID-19 : 34,8 % (73,8 millions USD sur 212,2 millions USD)	Non-COVID-19 : 2,1 % (2 millions USD sur 93,4 millions USD)	Non-COVID-19 : 8 % (6,9 millions USD sur 86,2 millions USD)	Non-COVID-19 : 2,7 % (2,3 millions USD sur 86,5 millions USD)
	COVID-19 : 24,7 % (59,9 millions USD sur 242,4 millions USD)	COVID-19 : 13,7 % (14 millions USD sur 102,5 millions USD)	COVID-19 : 0 % (sur 10 millions USD)	COVID-19 : 14,7 % (7,9 millions USD sur 53,8 millions USD)	COVID-19 : 51,9 % (9,2 millions USD sur 17,7 millions USD)
Soudan du Sud	Non-COVID-19 : 40,8 % (619,1 millions USD sur 1,52 milliard USD)	Non-COVID-19 : 44 % (282,6 millions USD sur 642,4 millions USD)	Non-COVID-19 : 42,4 % (94,7 millions USD sur 223,4 millions USD)	Non-COVID-19 : 10,5 % (12,9 millions USD sur 122,6 millions USD)	Non-COVID-19 : 11,1 % (14 millions USD sur 126,8 millions USD)
	COVID-19 : 22,2 % (85 millions USD sur 383 millions USD)	COVID-19 : 10,3 % (18 millions USD sur 174,7 millions USD)	COVID-19 : 8,6 % (0,5 million USD sur 6,2 millions USD)	COVID-19 : 20,2 % (18,5 millions USD sur 91,4 millions USD)	COVID-19 : 20,7 % (9 millions USD sur 43,4 millions USD)
Yémen	Non-COVID-19 : 39,3 % (aucune donnée disponible sur la répartition par secteur) (1,18 milliard USD sur les 3 milliards USD demandés)				
	COVID-19 : 38 % (146,6 millions USD sur 385,7 millions USD)	S.O.	COVID-19 : 0 % (sur 9,6 millions USD)	COVID-19 : 23 % (70 millions USD sur 304,6 millions USD)	COVID-19 : 12,6 % (3,5 millions USD sur 28,2 millions USD)

Source : Service FTS du Bureau OCHA des Nations Unies, données consultées le 30 septembre 2020.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Même les courts épisodes de famine peuvent avoir des conséquences dévastatrices et durables sur un pays et entraver les progrès économiques sur plusieurs générations²². Les

personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition chroniques en paient les frais, et ce, dès l'enfance, avec une prévalence accrue des maladies, de mauvais résultats scolaires, des redoublements ou des déscolarisations, puis plus tard une faible productivité au travail et des revenus inférieurs tout au long de leur vie. Statistiquement, ces personnes sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté pendant toute leur existence²³.

Chez l'enfant, la sous-alimentation a un coût : des soins de santé plus importants, des charges accrues pour le système éducatif et une population active moins productive à l'avenir. Par conséquent, chaque épisode d'insécurité alimentaire extrême entraîne un manque à gagner important pendant des années²⁴. Nous savons par expérience que si nous sommes en mesure d'assurer la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu, cela pourrait doubler la croissance économique. En revanche, l'incapacité à fournir suffisamment de denrées alimentaires s'accompagne de conséquences économiques désastreuses. La menace de famine a un énorme effet multiplicateur sur la crise économique qui frappe actuellement le monde en raison de la pandémie de COVID-19.

La pandémie actuelle crée un cercle vicieux qui affecte plus lourdement la sécurité alimentaire des personnes les plus pauvres que celle des populations aisées ou vivant dans les pays plus riches : les personnes qui touchent de faibles revenus sont tributaires d'emplois dans le secteur informel, de missions à la journée ou d'envois de fonds²⁵. Elles consacrent une plus grande part de leur revenu à l'alimentation et sont moins susceptibles d'avoir accès à des filets de sécurité formels comme les programmes de repas scolaires assurant une bonne nutrition aux enfants, car l'enseignement est perturbé par la pandémie. Comme indiqué plus haut, les femmes sont particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire induite par la crise²⁶.

En juillet 2020, Oxfam alertait déjà les responsables politiques et le public du risque de voir « entre 6 000 et 12 000 personnes [...] mourir de faim chaque jour des conséquences économiques et sociales de la pandémie » d'ici fin 2020²⁷.

Les conséquences économiques à long terme de la famine sont désastreuses. En revanche, une intervention précoce pour prévenir la famine est l'un des moyens les plus efficaces sur le plan économique pour aider un pays à se développer. Avec une aide suffisante, nous pouvons agir maintenant pour rompre le cycle de la pauvreté et de la faim, prévenir les retards de croissance chez l'enfant et donner de l'espoir pour l'avenir à ces pays. En plus de sauver des vies, une action précoce permet de prévenir des décennies de souffrances. Si les gouvernements ont à cœur d'atténuer les conséquences économiques de la pandémie, ils doivent investir maintenant pour éviter que des pans plus larges de leur population ne se retrouvent dans une situation d'insécurité alimentaire extrême.

DES OUTILS D'ALERTE PRÉCOCE EXISTENT

L'incapacité à traduire des alertes précoces en actions précoces ne se limite pas au cas de la Somalie en 2011. En amont du Sommet humanitaire mondial de 2016, la communauté internationale s'était engagée à s'attaquer aux déficits de financement dans le secteur humanitaire²⁸, en insistant sur l'importance de mettre l'accent non plus sur la réponse, mais sur la prévention et l'atténuation, et de redéfinir les modalités de financement en conséquence. De même, le réseau START axe son travail sur l'élaboration de nouveaux outils de financement qui permettent aux acteurs humanitaires de se mobiliser de manière prévisible et collaborative, dans l'optique de gérer les risques plutôt que de réagir aux crises²⁹. Les bailleurs internationaux, parmi lesquels la Banque mondiale, les Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales, ont pris

de nouveaux engagements en faveur de mécanismes d'alerte précoce³⁰, d'un financement anticipé des crises et d'une intervention précoce. Il s'agissait notamment d'établir un mécanisme destiné à prévenir la famine (FAM, Famine Action Mechanism), le premier instrument international consacré au soutien des interventions anticipées en matière de prévention, de préparation et d'action précoce en cas de famine³¹. Toutefois, ce mécanisme s'est révélé bien plus conceptuel qu'opérationnel.

Même si le fait d'investir dans des systèmes d'alerte précoce (en partant du principe que des informations plus précises et plus fiables seraient propices à des actions précoces) semble rationnel, d'importants retards persistent, comme le démontre la crise actuelle. Au final, l'efficacité d'une réponse dépend de la volonté politique de privilégier la prévention et de libérer les fonds à un stade précoce³².

UN BESOIN URGENT D'ACTION POLITIQUE

La nature politique des crises (la manière dont un système alimentaire peut plonger « des millions de personnes dans la faim sur une planète qui produit pourtant suffisamment pour nourrir tout le monde »³³, ou les revendications politiques au cœur des conflits) est bien connue.

La résolution 2417 du Conseil de sécurité de l'ONU³⁴, adoptée le 24 mai 2018, a officiellement reconnu le lien entre les conflits et la faim et a acté que l'insécurité alimentaire (y compris les famines découlant d'un conflit) menaçait la sécurité et la paix dans le monde. Bien que les conflits ne soient pas l'unique cause de la faim, il suffit d'observer quels pays connaissent actuellement une situation préoccupante (Yémen, RDC, Afghanistan, Soudan du Sud et Burkina Faso, par exemple) pour remarquer la corrélation évidente entre les deux.

De nombreux contextes dans lesquels s'entremêlent insécurité alimentaire, violations des normes internationales, manque d'accès aux soins de santé et COVID-19 constituent non seulement des points névralgiques de la pauvreté, mais peuvent aussi provoquer une instabilité politique considérable dans un pays donné, avec de possibles répercussions en matière de sécurité. Toutefois, la famine et l'insécurité alimentaire ne sont pas des conséquences inévitables de ces tendances. Elles reflètent plutôt les décisions politiques des acteurs étatiques et non étatiques.

Les plus de 55 millions de personnes aujourd'hui au bord de la famine ont de toute urgence besoin d'un soutien financier et d'un accès sans entrave à l'aide humanitaire. Plus important encore, elles doivent faire l'objet d'un formidable regain de volonté de la sphère politique pour investir dans la paix et résoudre les conflits en cours. Aujourd'hui, le monde est de nouveau confronté à une crise humanitaire que l'aide humanitaire ne peut résoudre seule. Il est urgent : 1) de prendre acte des signaux d'alarme et financer adéquatement la réponse ; et 2) de soutenir l'appel du Secrétaire général des Nations Unies pour un cessez-le-feu mondial et faire appliquer la résolution 2532 du Conseil de sécurité de l'ONU³⁵ (2020), exigeant la cessation des hostilités et l'engagement à veiller à une paix durable et inclusive. Enfin, il est essentiel de soutenir et d'investir dans des systèmes de protection sociale apportant une aide à long terme aux personnes en situation de besoin chronique et pouvant être déployés à plus grande échelle face à des crises.

Responsables politiques, États et parties aux conflits doivent agir avec détermination pour appliquer les résolutions 2417 (2018) et 2532 (2020) du Conseil de sécurité de l'ONU. Tout espoir n'est pas encore perdu d'accompagner sur le chemin de la paix les parties aux conflits à travers le monde, ainsi que les multilatéralistes réticents. Il est temps d'agir pour sauver des millions de vies.

RECOMMANDATIONS

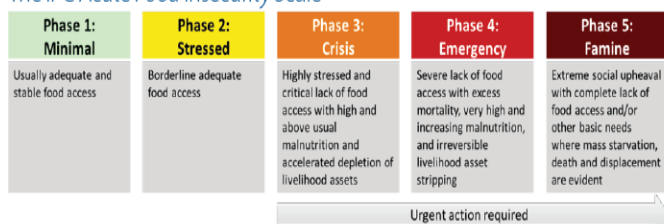
Tout comme en 2017, l'incapacité actuelle des bailleurs à apporter une réponse adéquate aux signes précoces d'une urgence en matière de sécurité alimentaire aggrave la situation de manière catastrophique. Comme elle l'a fait il y a trois ans, puis de nouveau il y a trois mois dans son rapport « Le virus de la faim », Oxfam sonne l'alerte et appelle à une action humanitaire et politique immédiate.

Elle appelle les parties prenantes à :

- Fournir immédiatement des niveaux adéquats de financement pour l'aide alimentaire (en espèces ou en nature, selon la forme la plus appropriée au contexte) et une aide vitale, avant que davantage de personnes ne soient confrontées à une insécurité alimentaire grave ou à la famine.
- Rompre les liens entre conflit et faim et soutenir la résolution 2417 du Conseil de sécurité de l'ONU en autorisant un accès humanitaire sans entrave, afin que les personnes puissent se déplacer en toute sécurité pour atteindre l'aide (et que les organisations humanitaires puissent les atteindre à leur tour) et en assurant la protection des populations civiles dans toutes les interventions militaires.
- Investir dans des systèmes alimentaires résilients et équitables pour les femmes et les hommes : les États doivent s'engager à tenir une réunion de haut niveau au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies afin de coordonner les mesures visant à articuler le relèvement post-pandémie autour de systèmes alimentaires résilients, durables, plus justes et équitables.
- Renforcer les investissements dans la production alimentaire agro-écologique et à petite échelle, garantir des revenus décents pour les productrices et les producteurs en établissant des prix minimums et d'autres mécanismes d'aide, et garantir un salaire décent pour les travailleuses et les travailleurs.
- S'engager à répondre plus rapidement aux signes annonciateurs des futures crises, avant qu'elles ne dégénèrent, par exemple par l'entremise de financements anticipés.
- Renforcer les capacités des femmes et des hommes à mieux faire face aux prochaines crises. Même en l'absence de conflit, ces pays resteront vulnérables aux futures crises alimentaires (dont celles provoquées par le changement climatique). Il est donc essentiel d'investir dans les activités de rétablissement des moyens de subsistance, de renforcement de la résilience et de réduction des risques de catastrophe.
- Soutenir des systèmes de protection sociale solides et inclusifs comme une exigence clé pour garantir la sécurité alimentaire des personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique, et les déployer à plus grande échelle lors des futures crises. Les systèmes de protection sociale sont un moyen de garantir que les femmes reçoivent une aide lorsque des interventions par ailleurs insensibles aux questions de genre sont mises en œuvre.
- Recueillir des données ventilées par genre sur les besoins humanitaires afin de mieux répondre aux différents besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Il faut également agir pour combattre les discriminations dont sont victimes les productrices alimentaires, notamment en matière d'accès aux terres, à l'information, au crédit et à la technologie.

ANNEXE : CADRE INTÉGRÉ DE CLASSIFICATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

The IPC Acute Food Insecurity Scale



Le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative visant à améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à éclairer la prise de décisions. Les États, les agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, les groupes de la société civile et d'autres parties prenantes utilisent la classification de l'IPC et son approche analytique pour mesurer la gravité et l'ampleur des situations d'insécurité alimentaire chronique et aiguë et de malnutrition aiguë dans un pays. L'IPC repose sur des normes scientifiques reconnues mondialement. L'objectif de l'IPC est de proposer aux responsables politiques une analyse rigoureuse fondée sur les preuves et le consensus concernant l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë, et d'éclairer les interventions d'urgence ainsi que les politiques et programmes à moyen et long terme. Oxfam est l'un des partenaires qui participe à l'élaboration de l'IPC.

Les exigences en matière de preuves pour les phases 1 à 4 du cadre IPC sont les mêmes qu'aux fins de classification et d'estimation des populations : des données probantes doivent être disponibles pour au moins deux indicateurs portant sur l'évolution de la consommation alimentaire ou des moyens de subsistance reflétant les conditions actuelles. En outre, au moins quatre éléments de preuve sur les facteurs déterminants, comme la production agricole, les prix du marché ou les chocs, doivent être disponibles. Ces preuves doivent être *a minima* « plutôt fiables », c'est-à-dire que la collecte des données a été réalisée dans le respect des standards internationaux, mais offre une représentativité limitée, ou que les données ont été recueillies avant la saison agricole en cours.

Pour les classifications de phase 5 du cadre IPC (famine), les exigences en matière de preuves sont plus strictes. Des preuves fiables sont exigées pour au moins deux des trois résultats concernant le statut nutritionnel, la mortalité ou l'évolution de la consommation alimentaire et des moyens de subsistance. Toutefois, dans les situations de famine, il est habituellement impossible de mener des enquêtes de bonne qualité et offrant un haut niveau de représentativité en raison de la volatilité du contexte et de l'accès humanitaire souvent problématique.

Par conséquent, l'IPC permet également d'identifier une situation de famine probable sur la base de preuves plutôt fiables sur ces mêmes résultats. En cas de classification « Famine », toutes les preuves disponibles doivent atteindre ou dépasser les seuils de famine et indiquer des niveaux largement répandus de mortalité et de malnutrition aiguë, ainsi qu'une privation de nourriture de grande ampleur.

Source : IPC, *Understanding the IPC: Q&A*,
http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Q_A.pdf.

NOTES

- ¹ <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621023/mb-the-hunger-virus-090720-fr.pdf>
- ² <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/face-un-risque-sans-précédent-de-famine-dans-le-monde-le-q7-doit-débloquer-des>
- ³ <https://news.un.org/en/story/2017/02/551812-famine-declared-region-south-sudan-un#.WZXyX1WGOM8>
- ⁴ <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-22380352>
- ⁵ <https://www.oxfam.org/fr/publications/un-retard-dangereux>
- ⁶ Food Security Information Network, *Global Report on Food Crises 2018*, Rome, FSIN, https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000069227/download/?_ga=2.70077783.696744930.1601914700-1881597763.1596803250
- ⁷ En 2017, ces quatre pays étaient le Soudan du Sud, le Nigéria, le Yémen et la Somalie. À l'heure actuelle, la majorité de la population en situation d'insécurité alimentaire se trouve en phase 3 du cadre IPC.
- ⁸ <https://apnews.com/article/265e32c878846616c37936c927348d11>
- ⁹ <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-de-la-faim-comment-le-coronavirus-semble-la-faim-dans-un-monde-affame> ; <https://www.wfp.org/news/wfp-chief-warns-hunger-pandemic-covid-19-spreads-statement-un-security-council>
- ¹⁰ <https://apnews.com/265e32c878846616c37936c927348d11>
- ¹¹ Voir <https://www.acaps.org/country/burkina-faso/crisis/conflict>
- ¹² https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Extension%20Yemen%20HRP%202020_Final%20%281%29.pdf
- ¹³ www.ipcinfo.org
- ¹⁴ www.fightfoodcrises.net
- ¹⁵ Voir <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/on-the-brink-as-famine-looms-world-leaders-must-pay-up-and-deliver-political-so-620268>
- ¹⁶ Voir par exemple, FAO, *La question du genre et la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation de crise prolongée*, 2016, <http://www.fao.org/3/a-i6630f.pdf> ; voir également FAO *et al.*, *The State of Food Security and Nutrition in the World*, Rome, 2020, <http://www.fao.org/3/ca9692en/online/ca9692en.html#>
- ¹⁷ <https://fts.unocha.org/>
- ¹⁸ Selon le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies, la sécurité alimentaire est assurée quand « toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. » Voir <https://www.ifpri.org/topic/food-security>. En revanche, la sécurité nutritionnelle existe lorsque, « en plus d'avoir accès à un régime sain et équilibré, les personnes ont également accès à des pratiques de soin adéquates et à un environnement propre et sain qui leur permettent de rester en bonne santé et de consommer efficacement leur nourriture. » Voir https://www.nutri-facts.org/content/dam/nutrifacts/media/media-books/RTGN_chapter_02.pdf, pp. 26-27.
- ¹⁹ <https://fts.unocha.org/countries/36/summary/2020> ; <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-plan-de-r-ponse-humanitaire-2020-sommaire-ex-cutif-janvier-2020>
- ²⁰ <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-grip-triple-crisis-armed-conflict-covid-19-and-floods>
- ²¹ Dans ce tableau, les chiffres reflètent les données enregistrées par le service FTS du Bureau OCHA des Nations Unies au 30 septembre 2020. Le service FTS est actualisé tous les jours.
- ²² Voir John Hoddinott et Bill Kinsey, « Child Growth in the Time of Drought », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, vol. 6, n° 4, septembre 2001, pp. 409-436.
- ²³ John Hoddinott *et al.*, « Adult consequences of growth failure in early childhood », *American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 98, n° 5, novembre 2013, pp. 1170-1178.
- ²⁴ Banque mondiale, *Repositioning nutrition as central to development*, Washington, 2006.
- ²⁵ <https://www.oxfam.org/en/press-releases/remittances-yemen-plummet-needs-surge-amid-war-and-coronavirus>
- ²⁶ FAO, *La question du genre et la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation de crise prolongée*, 2016, <http://www.fao.org/3/a-i6630f.pdf> ; FAO *et al.*, *The State of Food Security and Nutrition in the World*, Rome, 2020, <http://www.fao.org/3/ca9692en/online/ca9692en.html#>
- ²⁷ <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621023/mb-the-hunger-virus-090720-fr.pdf>
- ²⁸ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/%5BHLP%20Report%5D%20to%20important%20to%20fail%E2%80%94addressing%20the%20humanitarian%20financing%20gap.pdf>
- ²⁹ <https://startnetwork.org/anticipation-and-risk-financing>
- ³⁰ <https://www.theguardian.com/global-development/2020/aug/11/covid-to-displace-more-than-a-million-across-the-sahel-new-tool-predicts>

³¹ <https://www.worldbank.org/en/programs/famine-early-action-mechanism>

³² https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy%2C%20Environment%20and%20Development/0712pr_bailey.pdf

³³ <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621023/mb-the-hunger-virus-090720-fr.pdf>

³⁴ [http://undocs.org/fr/S/RES/2417\(2018\)](http://undocs.org/fr/S/RES/2417(2018))

³⁵ [http://undocs.org/fr/S/RES/2532\(2020\)](http://undocs.org/fr/S/RES/2532(2020))

CONFIDENTIEL

© Oxfam International, octobre 2020

Ce document a été rédigé par Pauline Chetcuti, Marc Cohen, Emily Farr et Mathew Truscott. Oxfam remercie Agne Baltaduonyte, Hélène Botreau, Rosario Castro, Hannah Cooper, Anna Coryndon, Mamata Dash, Matt Grainger, Shivani Mishra, Larissa Pelham et Alexandra Shearn pour leur aide dans la production du présent document. Il fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

